

Introduction

Lors de leur réunion informelle du 23 février 2018, les chefs d'État ou de gouvernement européens ont discuté de l'initiative que le président français a présentée en vue de lancer un processus paneuropéen de consultations citoyennes. L'initiative proposée avait pour objet d'encourager le dialogue avec les citoyens et de contribuer au débat sur l'avenir de l'Europe. Les États membres ont accepté de prendre part volontairement à ce processus et de mener les consultations en accord avec le contexte et les pratiques qui leur sont propres. Les consultations citoyennes avaient pour but de faire participer un nombre significatif de citoyens européens et de cerner leurs préoccupations, attentes et espoirs principaux, en vue d'éclairer les délibérations des chefs d'État ou de gouvernement et d'aider ceux-ci à fixer les priorités de l'action de l'UE au cours des prochaines années. Le processus de consultation a été conçu de manière à pouvoir recenser les préoccupations et rassembler les idées. Les États membres ont depuis longtemps coutume de recourir au dialogue avec les citoyens comme moyen de garantir et de renforcer la participation du public au processus politique. Grâce à l'engagement pris par les États membres, c'est la première fois qu'il est décidé de lancer un tel effort collectif et coordonné en vue de mener des consultations simultanées des citoyens de toute l'Europe, ce qui représente une contribution inédite au processus de réflexion en cours sur l'avenir de l'Europe. Conjugué aux différents rapports nationaux et à la contribution des autres institutions européennes, le présent rapport conjoint pourrait alimenter utilement le débat menant à la réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement qui se tiendra le 9 mai 2019 à Sibiu, ainsi qu'au nouveau programme stratégique pour la période 2019-2024.

Méthodologie et participation

Les États membres ont validé un cadre conjoint comprenant une proposition de calendrier et des principes communs applicables aux consultations. Il a été convenu que les consultations seraient inclusives et non partisans, qu'elles respecteraient les principes de transparence, de pluralisme politique et d'équité et qu'elles seraient ouvertes à tous les citoyens. Les consultations citoyennes ont pour la plupart eu lieu entre avril et novembre 2018, le but étant, entre autres, de présenter un rapport de synthèse aux chefs d'État ou de gouvernement réunis au sein du Conseil européen. La méthode précise à suivre pour mener les consultations a été laissée à l'appréciation des États membres. Ceux-ci sont dès le départ convenus de concevoir le processus en accord avec leurs pratiques nationales, contextes spécifiques et traditions propres. Cette démarche a supposé un important effort concerté en termes de logistique, de préparation et de coordination, les États membres dialoguant avec les citoyens dans un large éventail de configurations: réunions traditionnelles dans les hôtels de ville, conférence, manifestations publiques à grande échelle, débats interactifs et outils en ligne. Les événements organisés ont pour la plupart fait usage des nouvelles technologies et des médias sociaux, comme la retransmission en direct, les questionnaires en ligne, les plateformes numériques et l'externalisation ouverte pour rassembler les idées. Les processus menés dans les différents États membres variaient quant à la participation du gouvernement et au nombre d'événements organisés et de participants. La seule constante était que toutes les consultations étaient axées sur des discussions et interactions approfondies avec le public. De nombreux événements ont encouragé la participation de diverses parties prenantes à travers la classe politique, la société civile, la sphère universitaire, les médias et les milieux d'affaires. 14535/18 art/ury/olm/uno/is 2 GIP.2 FR

Les consultations ont généralement attiré des publics divers et visaient à garantir l'égalité des sexes, l'inclusion et la représentation de la quasi-totalité des groupes de la population. De nombreux États membres ont également cherché à dialoguer avec les citoyens de l'ensemble de leur territoire, y compris les zones reculées, et à toucher ceux qui ne participent habituellement pas aux débats portant sur les affaires européennes. Certains États membres ont organisé des manifestations ciblant les jeunes générations, notamment des débats dans des écoles et des universités. La plupart des États membres ont suivi deux types d'approches: des débats généraux sur l'avenir de l'Europe, et des consultations thématiques sur des sujets revêtant un intérêt national ou européen actuel. Bien que les consultations citoyennes ne constituent pas une méthode scientifique de recueil de l'opinion publique (cf. sondages d'opinion), leur portée était plus large en termes de participation que celles d'enquêtes telles que l'Eurobaromètre standard. Les chiffres font état de quelque 1 700 manifestations organisées dans toute l'UE. Outre celles qui ont été organisées par les États membres, la Commission européenne, le Parlement européen, le Comité des régions et le Comité économique et social européen (CESE) ont également mené des consultations et des discussions avec les citoyens sur l'avenir de l'Europe. La Commission européenne a lancé une consultation en ligne comprenant un questionnaire fondé sur les résultats d'un panel citoyen. Certaines des questions posées figureront dans un nouvel Eurobaromètre spécial sur l'avenir de l'Europe. À la demande du président du Conseil européen, le Comité des régions a organisé un grand nombre de manifestations dans diverses régions européennes au cours des deux dernières années, tandis que le CESE a encouragé la participation d'acteurs clés de la société civile aux dialogues portant sur l'avenir de l'Europe. Le Parlement européen a accueilli le tout premier Parlement des jeunes. Le présent rapport ne prétend pas donner un aperçu représentatif de l'opinion de l'ensemble des citoyens de l'UE, ni rendre compte de toute la diversité des vues exprimées lors d'un aussi grand nombre d'événements. Il permet toutefois de se faire une idée de l'avis des citoyens sur les questions européennes et met en exergue l'importance de continuer à associer la société civile au débat sur l'avenir de l'UE. Il a pour objet de donner une vue d'ensemble des caractéristiques marquantes et des messages les plus courants figurant dans les rapports nationaux sur les consultations menées dans les différents États membres.

Principales conclusions

Les consultations menées auprès des citoyens des différents États membres montrent qu'en dépit de ses difficultés, l'UE est perçue de manière positive par la plupart des participants. En particulier, dans plusieurs États membres les citoyens reconnaissent la valeur que revêt l'appartenance de leur pays à l'UE et les bénéfices qui sont associés à ce statut. Toutefois, de nombreux participants estiment aussi que l'absence d'une vision et d'une direction claires est un élément qui freine l'UE, ce qui suscite des souhaits de réforme. Le Brexit n'est mentionné que dans quelques pays. Là où il en est fait mention, il constitue un vif sujet de préoccupation, mais est aussi perçu comme ayant renforcé le sentiment d'appartenance des 27 ainsi que la compréhension qu'ont les citoyens de l'importance de l'UE et de la valeur du statut d'État membre. 14535/18 art/ury/olm/uno/is 3 GIP.2 FR

Les migrations, les défis environnementaux et l'éducation figurent parmi les thèmes les plus récurrents dans nombre de pays. Les citoyens expriment des préoccupations, mais aussi des attentes, dans les domaines suivants:

1 - Une Union sûre et sécurisée

La question des migrations apparaît dans de nombreux rapports comme l'une des principales préoccupations des citoyens de l'UE. Elle figure systématiquement en tête des priorités dans presque

tous les États membres. La migration illégale, en particulier, est mise en exergue dans plusieurs États membres comme étant un défi essentiel pour l'Europe. Il est jugé que ce phénomène nécessite une action urgente de l'UE et qu'il affecte directement la vie des citoyens. Des demandes en faveur d'une meilleure protection des frontières extérieures de l'UE apparaissent fréquemment dans les débats sur ce sujet. Simultanément, dans nombre de pays les citoyens reconnaissent aussi l'existence un impératif humanitaire à l'endroit de l'UE. Une politique commune de l'UE en matière d'asile, des mécanismes de répartition, ainsi que la solidarité et la responsabilité dans les États membres sont souvent mentionnés. De plus, tandis que certains citoyens sont satisfaits de l'intégration actuelle des migrants, d'autres estiment qu'il est urgent d'être plus actif en la matière. L'UE est fréquemment invitée à prendre plus de mesures pour endiguer les flux migratoires illégaux. Dans nombre d'États membres, les citoyens pensent que l'UE peut agir davantage pour réduire l'immigration illégale en s'attaquant à ses causes profondes et en améliorant la sécurité, les conditions de vie et la prospérité dans les pays d'origine, par exemple au moyen de l'aide au développement, du commerce et des investissements, tout en veillant particulièrement à soutenir la croissance économique sur le continent africain. Ils aimeraient que l'UE mette en place une meilleure coopération avec les pays d'origine et de transit afin de faciliter les retours. Ils estiment que l'UE devrait également accroître sa capacité de réaction aux crises et animer un multilatéralisme efficace pour traiter cette question. Enfin, la plupart affirment que la criminalité organisée, le terrorisme, la radicalisation, la corruption et les menaces connexes sont des questions qui, compte tenu de leur nature transfrontière, devraient être traitées avec plus de fermeté au niveau de l'UE. Les citoyens demandent plus de coopération en matière de cybersécurité et de protection des données; nombre d'entre eux se disent préoccupés par la désinformation et à cet égard, soulignent l'importance de l'éducation aux médias au sein du grand public.

2 - Une Union de la convergence et de la compétitivité

Dans plusieurs États membres, les citoyens soulignent l'importance du marché unique et l'atout qu'il représente pour assurer la croissance économique dans toute l'Europe. Cette position s'accompagne souvent de demandes relatives à l'achèvement du marché unique, notamment dans le domaine des services et du marché numérique. Les citoyens soulignent qu'il est nécessaire que l'UE promeuve un modèle de croissance durable sur le continent. Certains appellent à approfondir l'Union économique et monétaire. L'euro et une future appartenance à la zone euro sont mentionnés dans certains pays – de manière positive aussi bien que négative – et sont souvent associés à la nécessité de prendre davantage de mesures pour empêcher la survenue d'éventuelles crises. Les citoyens expriment aussi la nécessité pour l'UE de rester en phase avec les évolutions technologiques. Certains souhaitent que les mesures de gouvernance électronique soient plus largement répandues, et que les collectivités intelligentes soient développées comme moyen de renforcer le moteur socio-économique de l'UE. Dans le contexte actuel d'une nouvelle révolution numérique, les consultations font aussi percevoir un besoin de promouvoir l'habileté numérique et de stimuler l'innovation numérique. On note un appel manifeste en faveur d'investissements solides et intelligents dans la recherche sur ce domaine. L'intelligence artificielle, par exemple, est fréquemment citée en exemple de secteur dans lequel l'UE devrait être à l'avant-garde. La crainte que l'UE ne soit en retard ou trop peu active dans le domaine de la recherche, du développement technologique, de l'innovation et de la transition numérique est présent chez nombre de citoyens. 14535/18 art/ury/olm/uno/is 4 GIP.2 FR

Encourager et soutenir les petites et moyennes entreprises est également considéré comme un facteur essentiel pour rendre l'Europe plus favorable à l'entrepreneuriat actif et stimuler ainsi la compétitivité de l'UE. Si la compétitivité est jugée importante en tant que moteur de progrès et de croissance, dans plusieurs États membres les citoyens critiquent les différences qui existent à travers l'UE en ce qui concerne les normes et la qualité des produits. Ainsi, les appels à favoriser la compétitivité sont contrebalancés par des demandes en faveur de la convergence économique et sociale ainsi que par l'appui à la cohésion territoriale. Les avis en matière de fiscalité sont contrastés. Certains citoyens estiment qu'il est nécessaire de prendre des initiatives législatives en matière de fiscalité, telles que l'introduction d'un impôt sur l'économie numérique ou même l'harmonisation des politiques fiscales. À l'inverse, des voix se font également entendre pour que la fiscalité reste une compétence nationale. Un thème récurrent des consultations est aussi celui des ressources budgétaires, dans le contexte du prochain cadre financier pluriannuel, en vue de s'assurer que l'UE dispose de capacités adaptées à ses objectifs. Des avis divers se font jour en ce qui concerne la répartition des ressources, notamment des sentiments partagés sur d'éventuelles réductions budgétaires que subiraient la politique agricole commune et la politique de cohésion. Dans nombre d'États membres, les citoyens demandent que le budget de l'UE soit équilibré et comporte une valeur ajoutée manifeste pour les citoyens.

3 - Une Union qui protège l'environnement et favorise la durabilité

Un aspect que les consultations font ressortir très clairement dans la plupart des États membres est la volonté des citoyens de voir renforcer le rôle de l'UE dans la politique de l'environnement, ainsi que leur sentiment qu'il est urgent de s'engager plus fortement en faveur de la protection de l'environnement et du climat. Il est notamment suggéré d'étendre et de rendre plus stricte la législation de l'UE dans ce domaine, de mieux surveiller la mise en œuvre par les États membres de la législation connexe de l'UE, et de prendre davantage d'initiatives dans le domaine de l'environnement. Les participants mentionnent expressément, entre autres, la réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi que des émissions toxiques et polluantes, l'amélioration des mesures en matière de recyclage et l'amélioration du bien-être animal. Dans certains États membres, les citoyens estiment qu'une part plus importante du prochain cadre financier pluriannuel devrait être consacrée à l'action en faveur du climat. La lutte contre le changement/réchauffement climatique est mentionnée de façon récurrente dans la quasi-totalité des États membres, en particulier parmi les citoyens jeunes, et elle est perçue comme l'un des principaux défis auxquels l'UE se trouve confrontée. Dans certains cas, les exigences de l'Union européenne se rapportant à la protection du climat sont perçues comme un contrepoids aux politiques nationales. Le changement climatique est perçu comme ayant une incidence sur un éventail de domaines d'action: non seulement la production et la distribution énergétiques, mais aussi l'agriculture et l'agroalimentaire ainsi que les habitudes alimentaires. Plus généralement, les citoyens insistent sur la nécessité d'opter pour un mode de consommation durable. La question de la durabilité revient très souvent, y compris l'idée selon laquelle l'innovation devrait être évaluée en fonction de son utilité à long terme pour les citoyens. Alors que certains participants proposent que les critères environnementaux et sociaux occupent une place plus importante dans la réglementation, d'autres estiment que des thèmes tels que la production alimentaire locale, l'économie circulaire et le recyclage valorisant devraient bénéficier d'une impulsion européenne. Dans certains États membres, les citoyens insistent sur l'importance de définir des objectifs de durabilité également dans le cadre de la politique agricole. L'incidence de l'agriculture moderne sur l'environnement suscite une certaine préoccupation, mais

on relève également des appels en faveur d'une meilleure protection du paysage rural et d'un effort concerté pour réduire le fossé entre les zones rurales et les zones urbaines. 14535/18 art/ury/olm/uno/is 5 GIP.2 FR Dans certains cas, les discussions traduisent le sentiment que l'information au sujet des politiques environnementales de l'UE est déficiente et que les incitations concrètes pour encourager le "passage au vert" fait défaut, et dans plusieurs États membres, les citoyens soulignent en particulier la nécessité de prendre des mesures pour encourager la transition vers les énergies renouvelables. Dans certains États membres, les citoyens souhaitent parallèlement davantage de dialogue et de débat sur la manière dont l'action en faveur du climat affecte leur vie quotidienne. Alors que les infrastructures transfrontières existantes dans le domaine de l'approvisionnement électrique et de la mobilité sont souvent mentionnées parmi les réussites de l'UE, les participants dans certains pays jugent aussi particulièrement important de définir une stratégie commune en matière de mobilité au niveau européen. Certains citoyens souhaitent que l'UE prenne des mesures en ce qui concerne l'avenir de l'approvisionnement énergétique, dans des domaines tels que la fermeture progressive des centrales au charbon. Dans le monde de changements et de défis que nous connaissons actuellement, il est également jugé important que l'UE joue un rôle plus actif sur la scène internationale dans le domaine de l'environnement. De nombreux participants souhaitent que l'Union européenne devienne un acteur mondial de premier plan en matière de développement durable et de lutte contre le changement climatique.

4 - Une Union du bien-être et des possibles

La protection sociale constitue un sujet de préoccupation majeur des citoyens. Toutefois, les avis divergent sur la question de savoir dans quelle mesure l'UE devrait se saisir de ce domaine. Dans plusieurs États membres, les participants adoptent une attitude très protectrice à l'égard de leur système national de sécurité sociale. Cela étant, nombre d'entre eux souhaitent que l'UE joue un rôle plus important dans la lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale, le chômage, la discrimination, les menaces pesant sur les droits des travailleurs, l'accès limité aux services ainsi que les problèmes résultant des changements sociétaux et technologiques, y compris pour ce qui est de la nécessité de combler le fossé numérique. En outre, les citoyens ont exprimé de façon récurrente leur préoccupation face à ce qu'ils perçoivent comme un manque de convergence sociale et de convergence des niveaux de vie entre et dans les États membres, voire comme des menaces pesant sur cette convergence. Il existe une aspiration manifeste en faveur d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité. Dans certains pays, les citoyens plaident pour la coordination des règles du marché du travail, y compris en ce qui concerne l'accès et la mobilité. Nombre de citoyens prêtent une attention particulière à la jeune génération et craignent la fuite des cerveaux favorisée par la libre circulation des personnes, qu'ils sont paradoxalement nombreux à considérer comme l'un des principaux avantages de l'appartenance à l'UE. La question de l'avenir du travail et de la manière dont elle les affectera figure en bonne place parmi les préoccupations des citoyens, et il en va de même de l'égalité entre les femmes et les hommes. De nombreuses personnes insistent sur la nécessité de remédier à l'écart salarial entre les hommes et les femmes et aux obstacles auxquels les femmes sont toujours confrontées pour entrer sur le marché de l'emploi. Les participants établissent souvent un lien entre la démographie en général et le vieillissement de la population en particulier et les questions qui se posent en rapport avec le marché du travail, et les soins de santé. D'une manière générale, l'UE dans son ensemble est perçue comme faisant trop peu pour s'attaquer aux questions de santé et aux inégalités sociales et économiques.

Propositions spécifiques - Les citoyens ont formulé un grand nombre d'idées et de suggestions très variées dans le cadre de ce débat sur l'avenir de l'Europe. On trouvera ci-après quelques exemples provenant de différents États membres et se rapportant à différents domaines thématiques:

- instaurer un système européen unifié de consignation des emballages afin de réduire les déchets d'emballage; et un système européen obligatoire de recyclage des bouteilles en PET;
- créer un indice européen du bien-être brut; - mettre en place un programme d'éducation civique et de citoyenneté européennes dans tous les systèmes éducatifs de l'UE;
- faire en sorte que les services proposés par les plateformes internet soient de qualité identique dans tous les États membres de l'UE; - faire de la journée de l'Europe un jour férié européen.

14535/18 art/ury/olm/uno/is 6 GIP.2 FR

Les citoyens souhaitent aussi vivement que davantage de mesures soient prises au niveau de l'UE dans le domaine de l'éducation. Leurs demandes ont trait principalement à l'acquisition de nouvelles compétences répondant aux besoins du marché du travail, au renforcement de la mobilité à des fins éducatives, à la reconnaissance mutuelle des diplômes et des qualifications techniques et professionnelles, à l'accroissement des investissements dans la science et la recherche, ainsi qu'à l'apprentissage tout au long de la vie. Erasmus+ est généralement mentionné parmi les principales réussites de l'UE, qu'il y aurait lieu de renforcer encore. De l'avis de nombreux participants, l'apprentissage des autres langues européennes devrait être encouragé.

5 - Une Union forte sur la scène mondiale

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un sujet de premier plan, l'UE est généralement perçue comme une force au service du bien dans le monde, les citoyens insistant sur la puissance normative de l'Union dans ses relations avec les pays tiers. Ces derniers considèrent que l'UE utilise avec succès la pression des pairs - le pouvoir de l'exemple - pour véhiculer ses valeurs, en particulier celles de la démocratie et des droits de l'homme, au-delà de ses frontières. Il est fréquemment demandé que l'action extérieure de l'UE soit guidée par des valeurs dans ses relations avec les pays tiers; cela est perçu à la fois comme une responsabilité au niveau mondial et comme un impératif moral. Cet appel est souvent lié au souhait de voir l'UE devenir un acteur mondial de premier plan dans certains secteurs, et en particulier en matière de protection de l'environnement. Les citoyens s'accordent à estimer qu'une plus grande participation de l'UE sur la scène internationale et une plus grande unité en matière de politique étrangère sont nécessaires pour défendre les intérêts et valeurs de l'UE et, surtout, pour protéger ses citoyens. L'UE est souvent perçue par les participants comme étant trop faible, comme n'exerçant pas une influence suffisante sur la scène mondiale et comme étant parfois incapable de gérer les crises qui se produisent dans son voisinage stratégique. L'action extérieure de l'UE est perçue comme manquant d'efficacité et de crédibilité et il est demandé de renforcer la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Les citoyens soulignent qu'il est nécessaire de parler d'une seule voix, en particulier dans le contexte des relations de l'UE avec d'autres grandes puissances (les États-Unis, la Chine et la Russie). L'accent est mis ici sur la politique de défense, l'élargissement et le commerce. De nombreux citoyens estiment que l'UE ne devrait pas dépendre d'autres acteurs en ce qui concerne sa propre sécurité et sa propre défense. Toutefois, beaucoup considèrent que toute approche suivie par l'UE devrait être complémentaire à celle de l'OTAN et non la remplacer. Les points de vue sont variés, allant de la simple amélioration de la coordination et de l'intégration des capacités nationales civiles et militaires à un appel récurrent à une politique de

défense commune ayant ses propres capacités. Certains citoyens souhaiteraient également un dialogue public accru sur les initiatives en matière de sécurité, telles que la coopération structurée permanente (CSP). Pour les citoyens les valeurs sont également au cœur des politiques de voisinage et d'élargissement de l'Union. Ils souhaitent que seuls des pays qui adhèrent aux valeurs et aux normes de l'UE ainsi qu'aux principes de la démocratie puissent devenir membres. Toutefois, les avis divergent quant au calendrier. Si certaines personnes plaident clairement en faveur de l'élargissement aux Balkans occidentaux, la plupart insistent sur le fait que l'UE doit d'abord consolider son statut actuel avant qu'un nouvel élargissement ne puisse avoir lieu. Toutefois, les citoyens voient en général une forte perspective européenne pour les Balkans occidentaux et, dans une moindre mesure, dans certains États membres, aussi pour quelques pays du voisinage oriental. Les relations commerciales de l'UE sont généralement considérées positives, mais des préoccupations sont également exprimées sur les normes sociales et environnementales dans les accords de libre-échange avec les pays tiers, ce qui souligne à nouveau le souhait des citoyens européens de voir l'UE agir sur la base de ses valeurs communes. Certains citoyens demandent également que l'UE use encore plus de son influence économique pour exercer son pouvoir au niveau mondial. 14535/18 art/ury/olm/uno/is 7 GIP.2 FR

6 - Une Union des valeurs et de la diversité

Les divisions entre les États membres sont une source récurrente de préoccupation dans plusieurs pays. Les citoyens, en particulier ceux des petits États membres, soulignent le caractère problématique de l'apparente absence de partenariat véritable entre petits et grands pays. Ils ont souvent l'impression que les intérêts des plus grands acteurs sont le principal moteur des politiques de l'Union, bien que cette impression ne soit pas, tant s'en faut, unanime. Les dialogues menés dans plusieurs États membres révèlent aussi l'impression d'un manque d'équité et d'une politique à deux vitesses, les règles communes étant perçues comme n'étant pas toujours appliquées à tous de manière uniforme. De même que le clivage entre grands et petits, on compte parmi les divisions constatées fréquemment celles entre les "anciens" États membres et les "nouveaux", ainsi que des dichotomies en fonction de critères géographiques. Pour y remédier, des appels à une cohésion et une solidarité accrues sont courants. Face aux divisions, l'UE continue d'être considérée par une majorité de ses citoyens comme une force au service du bien et comme une communauté liée par des valeurs partagées. Naturellement, une pluralité d'opinions émerge. Les droits de l'homme, l'État de droit, la paix et la démocratie comptent parmi les valeurs les plus souvent citées. Le rôle joué par l'UE pour assurer la paix sur le continent reçoit une attention particulière. Toutefois, les discussions avec les citoyens mettent généralement en lumière les imperfections de l'UE en tant que communauté de valeurs, et en particulier l'écart entre la rhétorique de l'Union et son action. Il en découle fréquemment des appels à prendre des mesures plus décisives pour combler cet écart. Afin de renforcer le sentiment d'appartenance, se font parfois entendre, dans certains États membres, des appels à intensifier les efforts visant à promouvoir l'élaboration d'une "identité européenne" commune, qui, selon de nombreux citoyens, constitue aujourd'hui davantage une aspiration qu'une réalité. La mobilité et les échanges, particulièrement en ce qui concerne les jeunes, sont considérés comme essentiels pour mener à bien ce processus. Si l'attachement à des valeurs communes est considéré comme étant à la source même de l'UE en tant que communauté, la diversité des États membres est également vue comme un atout précieux pour l'Union. Selon de nombreux participants, une identité européenne devrait coexister avec les identités nationales, plutôt que les remplacer. De même, différents citoyens mettent l'accent sur la nécessité de respecter les différentes cultures

nationales. L'insistance observée dans de nombreux États membres sur la nécessité de respecter les différences nationales et culturelles provoque souvent une réflexion sur les questions institutionnelles. Contrairement à une opinion répandue, selon laquelle les citoyens seraient peu intéressés par ces sujets, la question des compétences respectives se révèle très importante pour nombre d'entre eux. Dans le droit-fil du principe de subsidiarité, une majorité de citoyens européens attend de l'UE qu'elle concentre son action sur les domaines où elle peut apporter une valeur ajoutée. La répartition correcte des compétences entre le niveau national et le niveau européen est souvent mise en avant comme un élément crucial pour la réussite du projet européen. À cet égard, toute extension des missions à des domaines dans lesquels les États membres peuvent obtenir de meilleurs résultats est vue comme potentiellement préjudiciable à l'image que les citoyens se font de l'UE, du fait qu'elle creuserait l'écart entre les attentes et les capacités. Naturellement, les opinions sur la meilleure répartition des pouvoirs varient, mais il est globalement entendu que la situation actuelle peut être améliorée. Ceci étant dit, il règne une certaine confusion quant aux compétences respectives des États membres et de l'UE, ce qui explique en partie la méfiance globale fréquemment déclarée envers les institutions de l'UE. Un autre facteur est ce que les citoyens perçoivent comme un manque de transparence, ceux-ci mentionnant fréquemment un déficit démocratique, ainsi qu'un sentiment de bureaucratie excessive, qui est souvent lié aux difficultés d'accès aux fonds de l'UE.

14535/18 art/ury/olm/uno/is 8 GIP.2 FR

Observations finales

Les consultations citoyennes ont été accueillies favorablement par la société civile, et de nombreuses personnes ont exprimé leur satisfaction quant à cet exercice de sondage de l'opinion des citoyens. En ce sens, cet exercice contribue naturellement à répondre à une demande globale de participation et de consultation de la société civile, qui a été mentionnée régulièrement dans les dialogues. Le dialogue se révèle particulièrement important compte tenu du désir, qui a été invariablement souligné par les citoyens tout au long des consultations, d'avoir une meilleure compréhension du fonctionnement de l'UE et de ce que signifie l'appartenance à l'UE. De nombreux appels à intensifier les efforts visant à promouvoir une meilleure éducation sur la question de l'UE ont été relevés. Selon de nombreux citoyens, cela devrait se faire au moyen d'initiatives spécifiques, mais également en simplifiant le langage utilisé par l'UE pour communiquer avec les citoyens. Il est souvent souligné qu'un langage excessivement hermétique et bureaucratique constitue un obstacle important aux interactions entre les institutions et les citoyens de l'UE. Le succès des dialogues organisés dans les différents États membres se traduit également par des appels à une participation constante. Les citoyens considèrent qu'il importe particulièrement d'encourager la participation active et le débat sur les questions européennes au niveau populaire. De fait, l'initiative de consultation citoyenne s'inscrit dans le prolongement d'autres pratiques, déjà bien établies dans plusieurs États membres, qui visent à stimuler le dialogue sur l'UE au niveau populaire. Compte tenu des considérations qui précèdent, le présent rapport constitue une tentative de rendre compte d'un processus varié tant dans sa forme que dans son contenu. Il n'a pas vocation à être une synthèse définitive du dialogue avec les citoyens au niveau national, qui se poursuivra sous différentes formes. Il devrait plutôt être considéré comme une contribution aux efforts constamment déployés pour mieux dialoguer avec la société civile, en vue d'orienter les discussions des dirigeants sur l'avenir de l'Europe et la définition du prochain programme stratégique.